



Echos d'Afrique Centrale

N° 25 - Avril 2012 www.uneca.org/fr/sro/ac

Relever les défis énergétiques en Afrique centrale



Sommaire



3 **Edito**
Booster l'offre
énergétique en
Afrique Centrale

4 La CEA en solidarité avec le Congo

5 Fatoumata Ba à la tête de la
CEA/BSR-AC

6-7 Lu pour vous

8-13 Spécial CIE 2012 : Dossier sur
l'énergie en Afrique Centrale

14 Création et évolution des PME en
Afrique Centrale

15 Coopération Chine-Afrique : les experts
d'Afrique Centrale préconisent un
nouveau départ



Would solar techniques be one of the energy solutions to smile for in Central Africa

Publisher

Emile S. AHOHE

Editor-in-Chief

Abel AKARA TICHA

Contributors

Aboubacry Demba LOM

Amy TOURE

Bertrand TACHAGO

Daniel GBETNKOM

Ghitu - I - MUNDUNGE

Isidore KAHOUI

Joseph BARICAKO

Laurent D'ARONCO GIUSSEPE

Lot TCHEEKO

Mamadou BAL

Sylvain MALIKO

Tidjani CHETIMA

Zaza Burton RANDRIAMIARANA

Proofreaders

Delphine FOGANG, Lucie MAFFO, Sylvie NGUIFFO

Design and Production

Communications Unit, ECA/SRO-CA



Echos d'Afrique Centrale

Une publication du Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique

Contacts :

B.P. 14935 Yaoundé - Cameroun

Tél: +237 22 23 14 61 / 22 22 08 61 / 22 22 08 56

Fax: +237 22 23 31 85

Web: www.uneca.org/fr/sro/ac

Email : sroca@uneca.org



By Fatoumata Sy Ba

Nul ne doute que la mise en valeur urgente du potentiel énergétique dont dispose l'Afrique centrale constitue une des réponses clé pour relever les défis de l'industrialisation des pays de la sous-région qui ambitionnent de parvenir à l'émergence dans les trois prochaines décennies. Il s'agit là d'un sujet autour duquel la CEA/BSR-AC et ses partenaires ont approfondi la réflexion.

Aussi la CEEAC et la CEMAC se sont-elles toutes les deux engagées dans des programmes de valorisation de l'énergie électrique, pour combler le déficit régional en matière d'électrification. A cet égard, on observe quelques avancées importantes notamment la mise en œuvre du programme d'électrification intensive périurbaine (CEMAC), l'élaboration du schéma directeur d'interconnexion des réseaux électriques et le projet Inga pour la réhabilitation des centrales d'Inga 1 et 2 et pour le développe-

En quête de la pédale d'accélérateur du train énergétique en Afrique Centrale

ment du site d'Inga et des interconnexions électriques associées à une dorsale dite « côtière » Angola-Cameroun.

Toutefois le développement et l'interconnexion des infrastructures d'énergie restent un défi majeur pour l'Afrique Centrale. La réalisation de la plupart des programmes et pro-



La réalisation de la plupart des programmes et projets en la matière sont largement tributaire de l'aide publique au développement conséquence d'une très faible mobilisation des contreparties financières nationales. ”

jets en la matière sont largement tributaire de l'aide publique au développement conséquence d'une très faible mobilisation des contreparties financières nationales. Par ailleurs certains des projets de valorisation de l'énergie électrique des deux communautés économiques régionales se chevauchent les uns les autres. D'où la nécessité d'une harmonisation rapide des deux politiques régionales, dans le cadre du

L'hydro énergie : une force de la nature que l'Afrique centrale doit exploiter à tout prix !

COPIIL/Rationalisation/CER/AC, afin d'éviter le lancement ou la multiplication de démarches parallèles auprès des mêmes bailleurs de fonds.

La pertinence des programmes de développement et d'interconnexion des infrastructures d'énergie illustre bien la prise de conscience par les pays de l'Afrique centrale de l'importance de la mise en valeur du potentiel hydroélectrique de la sous-région. Une accélération du processus de mise en œuvre des différents projets est toutefois nécessaire et requiert, au-delà de l'appui des partenaires techniques et financiers, une dotation plus substantielle de ressources financières à la CEMAC et à la CEEAC. Car un investissement accru dans le secteur énergétique est la clé de l'émergence des économies de l'Afrique centrale.



Janneh exprime la solidarité de la CEA au Président et au peuple congolais

En mars 2012, le Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies et Secrétaire Exécutif de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), M. Abdoulie Janneh, a envoyé un message au Chef de l'Etat de la République du Congo, M. Denis Sassou N'Guesso, suite à. Il l'assure de la solidarité de la CEA aux côtés de la communauté internationale, pour assister le Gouvernement congolais, suite aux explosions qui ont secoué Brazzaville dans la matinée du 4 mars 2012 et causé autour de 200 morts. Dans ladite lettre, M. Janneh exprime les condoléances les plus sincères du staff de la CEA à M. Sassou N'Guesso, au Gouvernement, au peuple congolais et tout particulièrement aux familles et proches des victimes.

« Nous avons confiance dans la capacité du Congo à faire face à cette douloureuse épreuve », a dit M. Janneh qui a également profité de l'occasion pour exprimer sa gratitude au Chef de l'Etat congolais pour l'accueil chaleureux accordé à lui-même et à sa délégation lors d'une audience avec M. Sassou N'Guesso le mardi 28 Février 2012 à Brazzaville. Pendant l'entretien, les deux personnalités ont discuté des questions relatives au développement des ressources énergétiques en Afrique centrale et le Sommet de Rio+20. Ils ont aussi abordé les questions générales de développement ainsi que l'implication du Congo dans un grand forum relatif au développement de l'Afrique qui se tiendra en octobre prochain sur la mise en valeur et la



Le Président Sassou N'Guesso (à droite) et Monsieur Janneh à Brazzaville quelques jours avant les explosions

gouvernance des ressources naturelles au profit du développement de l'Afrique.

Dans sa lettre, le Secrétaire Exécutif de la CEA a aussi salué les efforts du Président Sassou N'Guesso dans la gestion rationnelle des vastes ressources forestières et énergétiques du Congo afin de lancer ce pays sur la voie d'un développement durable et d'une transformation socio-économique inclusive ; et pour son leadership pour mieux préparer l'Afrique aux échéances de Rio+20.

Il convient de rappeler que lors de sa récente visite au Congo, quelques jours seulement avant les explosions de Brazzaville, le Secrétaire

Exécutif de la CEA a co-présidé l'ouverture de la 28e session du Comité Intergouvernemental d'Experts en Afrique Centrale, avec des ministres congolais, où il les a assuré du soutien indéfectible de la CEA pour accompagner les Etats membres de l'Afrique Centrale dans le développement du fort potentiel énergétique de la sous-région.

Il a également lancé un appel pour une participation massive de la sous-région à la 5ème réunion annuelle conjointe de la Conférence des Ministres de l'Economie et des Finances de l'Union Africaine et de la Conférence des Ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique de la CEA qui se tiendra à Addis-Abeba, en Ethiopie en Mars 2012 et qui portera sur le thème : « Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale ».

Fatoumata Sy Ba is ECA/SRO-CA's new Director

The Sub-regional Office of the Economic Commission for Africa (ECA/SRO-CA) on Tuesday, 13 March 2012, welcomed its new Director – the Malian-born Development economist – Ms Fatoumata Sy Ba. The new Director's posting to head the Yaounde office of the ECA is a result of a redeployment of directors of sub-regional offices of ECA by the UN Under-Secretary General and Executive Secretary of the ECA, Mr. Abdoulie Janneh. Following this redeployment, former ECA/SRO-CA Director Mr. Emile Ahohe moved to the Sub-regional Office for West Africa in the same capacity.

Prior to her arrival in Yaounde, Ms Sy Ba headed the ECA's Sub-regional Office for West Africa for over two years, after occupying various top positions in other international organizations and serving as Minister of Economy, Industry and Trade of Mali. Before she joined the Government of Mali, she had been an advisor in the office of the Executive Director representing West African countries in the Board of the World Bank Group and also Private Sector Development Specialist in the Middle East and North Africa Region. For most of

this period, Ms Ba worked mostly on macroeconomic, trade, industrial policies, regional integration, and competitiveness, with a primary focus on market access and fair trade for producers in Low Income Countries.

Ms. Ba earned her MBA in Finance and investment from the George Washington University in Washington D.C. in the United States and her Bachelor in Economics from the University of Dakar. As a fellow at the Weatherhead Center for International Affairs at Harvard University, she

focused on the importance of the organizational effectiveness of public institutions dwelling on the case of Mali's petroleum distribution.

Upon her arrival at ECA/SRO-CA, the new Director promised to work steadfastly with her collaborators to achieve results on the various programmes to support the integration process in Central Africa and promote the socio-economic development of the sub-region through macro-economic policy advocacy and consensus building.

The moment Ms Ba first set foot on SRO-CA compound as the new Director !



Recommandations sur l'état d'avancement

Selon le rapport – *Les Economies de l'Afrique Centrale 2011* –, les évolutions positives enregistrées jusque là, portent sur les instruments de la politique régionale en matière de paix et de la sécurité, le mécanisme de surveillance multilatérale des politiques économiques et budgétaires de la CEMAC et quelques unes des politiques sectorielles régionales bénéficiant de l'appui des partenaires extérieurs (notamment les politiques sur l'énergie, transports, agriculture et environnement). Ces évolutions sont décrites comme « réelles, mais encore lentes et insuffisantes ». Et un autre constat important est la non-réalisation de manière complète, des fondamentaux classiques de l'intégration régionale en Afrique Centrale tels que la zone de libre échange, le projet d'union douanière, la libre circulation des personnes et le financement de l'intégration. Par conséquent, le Rapport fait quelques recom-



Le succès du CAN 2012 (Gabon-Guinée Equatoriale) montre que l'Afrique centrale peut faire beaucoup des choses ensemble – juste une question de volonté et organisation

mandations pour stimuler le processus d'intégration dans la sous-région en l'occurrence:

1. *Un programme fast-track CEMAC-CEEAC pour la réalisation des « fondamentaux » de l'intégration.* La CEMAC et la CEEAC devaient s'atteler (dans le plan du Comité de pilotage de la rationalisation des CERs en Afrique centrale) à la mise en œuvre d'un programme conjoint et accéléré de réalisation des objectifs du marché commun. Ce programme inclurait entre autre: le parachèvement du processus d'uniformisation des normes et des procédures d'agrément au TPG et au TP, la notification formelle à tous les ministres en charge des finances des nouveaux textes régissant les deux zones de libre échange, la création d'un comité conjoint CEMAC-CEEAC sur la nomenclature, la législation et le tarif et la réalisation d'une étude sur la faisabilité d'une foire commerciale d'Afrique centrale.

2. *Le renforcement de cadres institutionnels.* D'abord, il est impératif de doter la CEEAC des moyens logistiques,

humains et financiers indispensables à la réalisation de ses missions et à l'affirmation de l'espace Afrique centrale dans la stratégie d'intégration du continent. Par ailleurs, les liens organiques et fonctionnels entre le secrétariat général et les institutions spécialisées (COMIFAC, COREP, PEAC) doivent être davantage codifiés pour bien refléter la décision des Chefs d'État d'arrimer lesdites institutions à la communauté. La mise en place de commissions nationales de l'intégration CEEAC-CEMAC, CEEAC-SADC ou CEEAC-EAC-COMESA selon les pays, reste un impératif pour une gestion intégrée des politiques régionales et leur pleine prise en compte dans les stratégies nationales de développement.

3. *La consolidation des mécanismes de financement communautaire.* Tenez – à titre de comparaison, le budget 2011 de l'UEMOA (une communauté économique sous-régionale) s'élève à 139,6 milliards de FCFA (Afrique Avenir 2.12.2010) dont 64 % de ressources propres générées par le prélèvement communautaire de solidarité (89,3 milliards) là où la CEEAC (une communauté économique régionale) peine à

du processus d'intégration en Afrique Centrale

mobiliser un budget annuel de l'ordre de 12 à 15 milliards de FCFA par an. Une implication au plus haut niveau des organes délibérants (conférences des Chefs d'État) est indispensable pour donner une nouvelle impulsion à la mise en œuvre de la Taxe Communautaire pour l'Intégration (TCI) et de la Contribution Communautaire pour l'Intégration (CCI) et permettre une capitalisation rapide et substantielle des fonds communautaires.

4. *L'approfondissement du partenariat avec la CEDEAO.* Le projet de Zone de Libre Echange inter-CER – SADC-COMESA-EAC qui est en cours de conceptualisation constitue un premier défi pour les autres CER en termes de positionnement stratégique. La COMAI IV (Conférence des Ministres Africains Chargés de l'intégration IV) tenue en mai 2009 à Yaoundé (Cameroun) s'était félicitée de cette initiative et avait fortement encouragé les autres CER (CEEAC, CEDEAO, UMA) à envisager un rapprochement similaire, afin d'accélérer le projet africain d'intégration économique. La CEEAC devrait explorer les perspectives d'un tel partenariat avec la CEDEAO tout en pre-



Un pont que relie le Gabon et la Guinée Equatoriale – exemple à multiplier dans la sous-région

nant en compte les paramètres du projet de ZLE COMESA-SADC-EAC du fait de la participation de trois de ses membres à cette initiative. Ce renforcement des liens avec la CEDEAO contribuerait à une plus grande visibilité de la CEEAC et permettrait d'optimiser sa vocation d'espace de convergence des autres schémas régionaux d'intégration.

5. *Le renforcement du volet « diplomatie régionale » du Conseil de paix et de sécurité (COPAX).* L'efficacité du concept de prévention proactive sous-tendu par la création du Mécanisme d'Alerte Rapide d'Afrique Centrale (MARAC) nécessite toutefois un relais politique et diplomatique régional suffisamment réactif, à même d'éviter les situations de rupture de

paix. Les sessions de la conférence des Chefs d'État et de gouvernement ayant une périodicité relativement incertaine (deux sommets pour les quatre années de la période 2007-2010), la CEEAC devrait se doter de structures ad hoc de haut niveau, rapidement mobilisables, pour les besoins de médiation et de résolution de crises naissantes, pré ou post-électorales notamment. L'institution d'un comité restreint de Chefs d'État en exercice et/ou d'un panel d'éminentes personnalités de la région apporterait une valeur ajoutée certaine à l'efficacité des instruments du COPAX, en facilitant le dialogue entre les acteurs et la recherche de solutions politiques négociées.

Les Chefs d'Etat appelés à mettre en valeur le potentiel énergétique de l'Afrique Centrale

Le 2 mars 2012, à Brazzaville, République du Congo, les Chefs d'Etat de l'Afrique Centrale ont été appelés à prendre des mesures concrètes pour promouvoir la production, la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique ainsi qu'à la promotion des PME dans la sous-région. L'appel a été fait par plus de 60 économistes et autres conseillers au terme de la 28ème session du Comité Intergouvernemental d'Experts d'Afrique Centrale, organisé par le Bureau sous Régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA/BSR-AC) dans la capitale Brazzaville, à l'invitation du Gouvernement Congolais. Cet appel, contenu dans la Déclaration de Brazzaville sur le renforcement de la coopération et le développement sous-régional en Afrique centrale, qui a sanctionné trois jours d'intenses travaux pendant lesquels d'autres recommandations pertinentes ont été faites par rapport au thème de la rencontre, axé sur «Les Défis Energétiques en Afrique Centrale». Parmi ces recommandations, les Etats mem-

bres de la sous-région sont appelés à mettre en valeur le potentiel sous-régional existant en matière hydro-électrique, solaire et éolienne et consolider les interconnexions transfrontalières; à coordonner et harmoniser les programmes et projets de développement énergétiques et à utiliser le Pool Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC) comme instrument de développement des infrastructures énergétiques en Afrique Centrale.

En outre, les experts ont demandé à la CEA, la Commission de l'Union africaine (CUA), le PNUD, la BAD, les organisations internationales et les donateurs, d'aider les pays de la sous-région à élaborer des politiques et stratégies permettant à leurs populations d'accéder à l'électricité à un coût abordable et à harmoniser les législations et réglementations sur la production, la distribution et l'accès à l'électricité.

Les travaux de cette 28ième session du CIE avaient été ouverts par le Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies et Secrétaire Exécutif de la CEA, M. Abdoulie



Lecture solennelle de « la Déclaration de Brazzaville » par M. MALIBANGAR Olivier de la RCA

Janneh, et le Ministre d'État, Coordonnateur du Pôle Économique, Ministre de l'Économie, du Plan, de l'Aménagement du Territoire

..... voir page 11



ECA will push for a harmonized energy platform in Central Africa - Janneh

UN Under-Secretary General and Executive Secretary of ECA, Mr. Abdoulie Janneh, on 29 February in the Congolese capital Brazzaville, called upon a host of Congolese ministers and experts from across Central Africa to count on ECA's unwavering technical support in the development of the sub-region's huge energy potential to meet the needs of their countries, in particular, and of Africa as a whole. Mr Janneh's remarks came as he jointly opened the 28th session of the Intergovernmental Committee of Experts (ICE)

the sub-region at the 5th joint AU Conference of Ministers of Economy and Finance and ECA African Conference of Ministers of Finance, Planning and Economic Development billed for Addis Ababa, Ethiopia from 22 to 27 March 2012 under the theme: "Unleashing Africa's Potential as a Pole of Global Growth". In this regard, he asserted that "it is time, more than ever before, for Central African States to take cognizance of the invaluable assets represented by their vast mineral, forest and agricultural resources and adopt a joint approach in the exploitation of these resources in order to accelerate their development and strengthen the role of the sub-region as a pole of global growth."

Meanwhile Congo's Minister of State, Coordinator of the Economic Pool and Minister of Economy, Planning, Regional Development and Integration – H.E. Mr. Pierre Moussa saluted ECA's role in Central Africa's development agenda and said the sub-region needed to move beyond mere intent and consolidate its expansion of energy resources to be able to play a new dynamic role in the concert of emerging nations. He called on the experts of the



M. Abdoulie Janneh (à droite) prend l'engagement au nom de la CEA auprès du Ministre d'Etat M. Pierre MOUSSA de la République du Congo

Over 60 experts from across Central Africa participated at the 28th session of the sub-region's ICE, on the heels of a highly successful Ad Hoc Expert Group Meeting (AEGM) on "Public service delivery, corruption and SME's growth in Central Africa" jointly organized by the Central Africa Sub Regional Office of ECA and the Republic of Congo from 27 to 28 February 2012. The ICE ended with "the Brazzaville Declaration" on energy – a motion from the high-level experts urging all Heads of State of Central Africa to take urgent measures to transform the sub-region into a high energy supply pool in order to support its economic transformational process that would lead to its emergence.

Signe de satisfaction avec le « outcome »



Ils ont dit



M. Abdoulie Janneh , Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies et Secrétaire Exécutif de la CEA

« Permettez-moi ... de réitérer ma détermination et l'engagement de la CEA et de ses Bureaux sous-régionaux à continuer de servir l'Afrique à la mesure des défis et des questions émergentes de développement. En particulier, en utilisant nos bases de connaissance et l'expérience accumulée, nous continuerons avec conviction notre plaidoyer en faveur du développement de l'Afrique auprès des instances internationales, en collaboration étroite avec les autres agences du système des Nations Unies, les institutions continentales et les partenaires au développement. »



M. Pierre MOUSSA, Ministre d'État, Coordonnateur du Pôle Économique, Ministre de l'Économie, du Plan, de l'Aménagement du Territoire et de l'Intégration de la République du Congo

« Nous saluons le rôle que joue la CEA et l'opportunité qu'elle nous donne chaque année de débattre des défis économiques et sociaux de notre sous-région en vue d'harmoniser les politiques et de promouvoir le développement de notre continent. Nous saluons également la CEA pour son plaidoyer pour la défense et la prise en compte de nos priorités au niveau international. »



M. Henri OSSEBI – Ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique de la République du Congo

« La taille et les possibilités d'économie d'échelle liées aux projets hydro-électriques, qui marqueront très certainement l'avenir énergétique de notre sous-région, justifient de privilégier la réalisation physique d'un véritable pool énergétique de l'Afrique Centrale. A ce titre, il sied de noter que l'éclosion du futur marché d'électricité en Afrique Centrale, notre ambition partagée, passera inévitablement par la viabilisation et la consolidation de marchés nationaux. »



M. Lamin M. MANNEH, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Congo

« C'est en fait, compte tenu du rôle crucial de l'énergie dans le développement, que Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire Général des Nations Unies, dans son discours du 16 janvier 2012, à l'occasion du Sommet mondial sur l'énergie de l'avenir qui s'est tenu à Abou Dhabi aux Emirats Arabes Unis (EAU), a exhorté les gouvernements, le secteur privé et la société civile à soutenir l'initiative « Énergie durable pour tous ». Son appel s'inscrit dans le cadre du lancement de l'Année internationale de l'énergie durable pour tous, qui avait été décidée par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Selon le Secrétaire Général des Nations Unies, c'est le bon moment pour cette initiative puisque nous assistons à un élan pour mettre en œuvre des actions concrètes qui réduisent la pauvreté énergétique, relancent la croissance économique durable et réduisent les risques de changement climatiques à la fois. »

Les Chefs d'Etat énergétique de l'Afrique Centrale (Suite P.8)

et de l'Intégration de la République du Congo M. Pierre MOUSSA.

Dans ses propos aux membres du Gouvernement et aux experts présents, M. Janneh a promis l'appui technique de la CEA aux initiatives de la sous-région de l'Afrique centrale pour le développement de son « potentiel énergétique ». À cet égard, « c'est le moment plus que jamais pour les Etats de l'Afrique Centrale de prendre conscience de la force que représentent leurs vastes ressources minières, forestières et agricoles pour ne citer que celles-là, dont l'exploitation harmonieuse et coordonnée leur permettrait d'en tirer profit pour accélérer le développement des pays et renforcer le rôle de la sous région comme pôle de croissance mondiale. » a-t-il affirmé.

Pour sa part, le Ministre d'État congolais, M. Pierre Moussa, a loué le rôle de la CEA dans le programme de développement d'Afrique centrale et a déclaré que la sous-région a besoin d'aller au-delà des simples intentions

et de consolider la mise en valeur de ses ressources énergétiques pour être en mesure de jouer un nouveau rôle dynamique dans le concert des nations émergentes.

Il est à noter que le Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) est l'instance statutaire de supervision de chaque Bureau sous-régional de la CEA. Il a été établi par l'Assemblée Générale de l'ONU en tant qu'organe subsidiaire de la Conférence des Ministres africains des Finances, de la Planification

et du Développement Economique. Son mandat est de délibérer sur les questions de développements actuels et émergents au niveau sous-régional et de proposer des recommandations pour la coordination et l'harmonisation des politiques socio-économiques entre les Etats membres.

Les délibérations du CIE étaient bien suivies !



« L'éclairage de l'Afrique Centrale passe

Le thème principal de la CEA/BSR-AC en 2012, dans le cadre de son appui technique aux Etats de l'Afrique Centrale, sur les politiques macro-économiques, est axé sur le défi énergétique dans la sous-région. Par coïncidence, la République du Congo, qui a abrité le Comité Intergouvernemental d'Experts de la CEA/BSR-AC, à la fin du mois de février 2012, a décidé de mener sa politique du développement économique sur le signe de l'énergie en décrétant « 2012, année de l'énergie ».

Vu l'importance du secteur énergétique, considéré comme facteur de production pour toutes les branches de l'activité économique ou sociale dans la sous-région, Echos d'Afrique Centrale a tendu son micro à M. Félix NGOULOU, Conseiller Spécial du Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique de la République du Congo, pour en savoir plus sur la politique énergétique de son pays où plus de 1000 milliards d'investissements ont été consacrés à l'énergie et à l'eau au cours de la dernière décennie.

Extraits :

Abel AKARA TICHA : *Merci beaucoup M. le Conseiller Spécial de nous accorder cette interview. Pour la République du Congo, 2012 est l'année de l'énergie. Pourquoi l'énergie ?*

M. Félix NGOULOU: Mais tout d'abord parce que l'énergie est un facteur important du développement. Comme nous disons « L'eau c'est la vie », l'électricité est un facteur du développement.

Abel A. T. : *Quelle place occupe l'énergie actuellement dans la politique du développement de la République du Congo ?*

M. Félix N. : Aujourd'hui dans notre pays, du point de vue des infrastructures du Congo, l'énergie électrique occupe la troisième place dans les investissements de notre pays.

Abel A. T. : *M. le Conseiller Spécial. Le Congo entame depuis des années les projets énergétiques en commun avec d'autres pays de l'Afrique centrale. Est-ce qu'on peut avoir une idée de*

ces projets ?

M. Félix N. : Nous avons effectivement dans le cadre du Pool Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC) engagé un programme d'intégration régionale en matière d'électricité. Nous avons un projet qui est suivi par le PEAC et c'est un projet d'électricité qui doit relier Inga en République Démocratique du Congo à Calabar au Nigeria en passant par Pointe-Noire au Congo et Cabinda. Nous avons également des programmes d'électrification transfrontalière avec le Gabon à partir du Sud du pays et on pourrait l'étendre vers le Nord et enfin avec le Cameroun. Nous avons décidé de construire ensemble un grand barrage hydro-électrique de 600 mégawatt à Cholet dans la Sangha pour alimenter en électricité le Cameroun, le Congo et pourquoi pas le Tchad et la Centrafrique.

Abel A. T. : *Quels sont les buts finals de tous ces projets ?*

M. Félix N. : Vous savez que lorsqu'on se trouve dans les



M. Félix Ngoulou répondant aux questions d'Echos d'Afrique Centrale

conférences internationales, généralement la partie de l'Afrique sub-saharienne est considérée comme une zone noire, disons une zone de ténèbres et d'obscurité. En réaction à cela, les pays de l'Afrique Centrale se sont attelés à conjuguer leurs efforts pour que l'Afrique au sud du Sahara, puisse être éclairée comme d'autres parties de l'Afrique et d'autres continents.

Abel A. T. : *Quel effet peut avoir le manque d'énergie sur le développement du Congo, en particulier, et de l'Afrique Centrale en générale ?*

par la conjugaison des efforts de ses Etats »

Félix NGOULOU, Haut-fonctionnaire Congolais

M. Félix N. : La première difficulté c'est l'impossibilité de diversifier l'économie. Ceci parce que si l'électricité est concentrée dans les grands centres urbains, les zones rurales ne pourront pas aussi développer l'agriculture et l'industrie. Ensuite, on ne pourra pas développer la santé, l'éducation et arrêter l'exode rurale. Nous avons besoin aujourd'hui dans l'ensemble du pays, zones rurales comme zones urbaines, des nouvelles technologies de l'information. Nous avons besoin de suivre les informations dans un village comme si on était en ville. Dans ce sens, nous ne voyons plus l'électrification comme devant assurer uniquement le service public dans les zones rurales.

Abel A. T. : Est-ce que l'Afrique Centrale est dotée de ces moyens-là qui vont nécessiter la mise en place de cette infrastructure ?

M. Félix N. : Oui. Nous avons déjà dès le départ un important potentiel en matière d'hydro-électricité. Vous savez que le barrage d'Inga peut donner l'électricité dans toute l'Afrique. Nous avons au Congo un potentiel de 14000 mégawatt en hydro-électricité. De surcroît aujourd'hui nous pouvons développer des énergies

La Centrale Electrique à Gaz, à Pointe Noire au Congo – inaugurée en décembre 2011

nouvelles et renouvelables. En associant ces énergies avec l'hydro-électricité, avec l'énergie thermique uniquement comme secours, on pense à l'ensemble de la zone, on ne va pas chercher seulement à électrifier les villes mais on peut aller jusqu'aux zones rurales. Lorsque les lignes de transport de très haute tension vont passer et traverser les campagnes, comment voulez-vous que les paysans regardent ces poteaux passer pourtant ils utilisent les lampes tempête dans leurs maisons? Donc nous sommes obligés d'utiliser les grandes lignes de haute tension et des lignes de moyenne tension pour développer les zones environnantes avec cette électricité pour qu'ils puissent bénéficier des progrès qui sont réalisés dans cette matière.

Abel A. T. : Finalement, avec tous ses potentiels que vous venez d'évoquer, qu'est-ce qui explique vraiment le retard qu'accuse la région en ce qui concerne l'offre

énergétique.

M. Félix N. : Le développement des investissements en énergie électrique coûte cher. Ensuite, lorsqu'on s'y engage, on ne peut pas en deux ans avoir une centrale hydro-électrique. Il faut 5 à 6 ans surtout pour les grandes centrales. C'est la conjugaison des efforts qui peut nous amener à éclairer la zone. Ce n'est pas chaque pays pris isolément parce qu'il faut que chaque pays soit en mesure de concentrer d'importants investissements dans d'autres domaines. S'il y a déjà l'électricité qui vient du Congo et qui peut alimenter la République Centrafricaine par exemple, il peut consacrer ses efforts dans d'autres secteurs.

Abel A. T. : Je vous remercie beaucoup Monsieur le Conseiller Spécial du Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique de la République du Congo pour cet entretien.



Simplifiez les procédures administratives dans la création et évolution des PME

Une soixantaine d'experts réunis à Brazzaville, dans le cadre d'une réunion ad hoc d'experts sur « la prestation de services publics, la corruption et la promotion des PME en Afrique Centrale » ont invité les gouvernements des pays de la sous-région à prendre des mesures plus pragmatiques pour endiguer la corruption dans les services publics dédiés aux petites et moyennes entreprises. La réunion s'est déroulée dans la capitale congolaise du 27 au 28 février 2012, en prélude à la 28^{ème} session du Comité Intergouvernemental d'Experts d'Afrique Centrale.

Il s'agissait pour les participants, d'examiner une étude préparée par la CEA/BSR-AC sur ledit sujet et faire les recommandations pour modi-

Le Ministre des Petites, Moyennes Entreprises et de l'Artisanat de la République du Congo, Madame Yvonne Adélaïde MOUGANY déclarant ouverte la réunion

fier le rapport avant de le disséminer auprès des décideurs, des opérateurs économiques et des institutions concernées, en vue de promouvoir des politiques appropriées permettant aux PME de jouer efficacement leur rôle dans le développement des pays de la sous-région. D'autres recommandations saillantes faites dans ce sens étaient l'appel aux Etats membres de la sous-région de rétablir l'indépendance et l'autonomie des institutions de lutte contre la corruption et des organisations de la société civile, d'autonomiser et simplifier les procédures administratives dans la création et évolution des PME, de moderniser les systèmes de paiement des taxes et étendre les initiatives de lutte contre la corruption à l'ensemble des acteurs impliqués dans la prestation des services publics aux PME.

Dans son discours d'ouverture, la Ministre des Petites, Moyennes Entreprises et de

l'Artisanat de la République du Congo, Mme Yvonne Adélaïde MOUGANY a déclaré qu'il était urgent de lutter contre la corruption sur la chaîne des services publics aux PME afin d'accroître l'efficacité de ces dernières et leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le développement économique et social des pays de la sous-région.

Pour sa part, le Directeur du Bureau de la CEA/BSR-AC, Monsieur Emile AHOHE, a estimé que les PME constituent un maillon important pour renforcer la chaîne de création des valeurs dans les économies de l'Afrique centrale. D'où son appel aux experts à rehausser la qualité des débats pour aboutir à des recommandations pertinentes qui contribueront à l'amélioration des services publics au profit des PME en Afrique centrale.

A la fin de la réunion, les experts des Etats membres de la sous-région ont remercié la CEA/BSR-AC et le Ministère de l'Économie, du Plan, de l'Aménagement du Territoire et de l'Intégration de la République du Congo pour cette initiative qualifiée d'importante.



Coopération Chine-Afrique : les experts d'Afrique Centrale préconisent un nouveau départ

Les économistes et autres spécialistes réunis à Brazzaville, Congo, dans le cadre de la 28^{ème} session du Comité Intergouvernemental d'Experts d'Afrique Centrale se sont mis d'accord avec les universitaires et hommes d'affaires du Congo qu'il faut un rééquilibrage de la coopération entre la Chine et l'Afrique. C'était à l'issue d'une conférence débat sur ledit sujet en marge de la réunion du CIE qui a pris fin ce 02 mars 2012 à Brazzaville.

Du point de vue du Directeur du Bureau sous régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA/BSR-AC), M. Emile AHOHE, il n'est pas question de jeter ni des fleurs, ni des pierres à la Chine, mais plutôt d'opérer avec pragmatisme pour plus d'avantages en faveur du continent.

Quant au Président de la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers du Congo, M. Paul Obambi, les dirigeants africains devraient, dorénavant, associer les entreprises



Une section de l'audience du débat dans la salle de conférence de la préfecture de Brazzaville (bâtiment construit grâce à la coopération Chine-Congo !)

africaines aux négociations économiques et commerciales avec la Chine et les autres partenaires. Il est également souhaitable, a-t-il indiqué, de former les cadres africains en Chine, d'impliquer le secteur privé local dans la sous-traitance avec les sociétés chinoises qui devront, en outre être assujetties aux normes de qualité et aux prescriptions des chambres de commerces nationales.

Selon le Vice-Doyen des la Faculté de Sciences Economiques à l'Université de Brazzaville, Pr. Mantsie Rufin-Willy, l'arrivée de la Chine en Afrique est positive dans la mesure où elle a réveillé d'autres partenaires de développement à mieux trai-

ter les pays africains dans les négociations de coopération.

Pendant deux heures de débat animé, les participants ont abordé les opportunités et défis pour l'Afrique dans la relation Chine-Afrique, insistant sur la nécessité pour le continent d'avoir sa propre stratégie de coopération avec la Chine, en particulier, et l'Asie en générale. Les participants ont également convenu qu'il revient aux dirigeants africains d'être conscients de la force que représente le continent et de donner plus de poids à leur pouvoir de négociation.

ECA/SRO-CA and the One-UN Spirit



This forest was plundered

Because local officials accepted a bribe
from illegal loggers.

Act against Corruption. Protect
the environment.